



U.C.S.A. cgt

Article infâmant du Point

Halte au "bashing" contre les salariés de France télévisions !

L'article diffusé dans le Point du 30 octobre et intitulé « *Le scandale de France télévisions* » est un véritable scandale... pour les salariés de FTV.

Totalement à charge, systématiquement malveillant, truffé d'inexactitudes (il prétend que Plus belle la vie est diffusé par France 2) il ne fait que compiler les poncifs les plus éculés véhiculés par tous les ennemis du service public.

Qui est donc « *le bon connaisseur du réseau* » qui affirme qu'on travaille 3H par jour en région de France 3 ? Qui peut oser prétendre que les journalistes de Martinique 1ère « *comblent leur désœuvrement en travaillant l'après-midi pour des boîtes de production privées* » ou que ceux de Carcassonne « *ne se déplacent sur un événement que s'il y a un bon repas à la clé* » ? Quel est ce « *haut dirigeant* » qui se permet de remettre en cause l'existence même de Wallis et Futuna 1ère à l'aide d'informations tronquées ? Qui est cet ex-cadre sup de Vanves « *qui attend la quille au placard avec 12 000 € par mois* » ?

L'article est truffé d'allégations malveillantes et mensongères. Il ne contient aucune mise en perspective sur la baisse des financements et sur l'absence de vision stratégique. Aucune mention de la responsabilité de l'Etat à travers les décrets Tasca^(*), la réforme Sarkozy et les amputations budgétaires de Hollande. Pas un mot sur le plan social en cours, sur le plan d'économies drastiques et le traitement infligé aux salariés brinquebalés depuis des années de restructurations successives.

Tout est regardé à travers le prisme de chiffres qui ne veulent rien dire. Si on rapporte le coût de grille aux heures diffusées, les régions de France 3 et les Première sont en réalité trois fois plus productives que les antennes nationales.

Cet article sent la manipulation à tous les étages, orchestrée par des ennemis du service public qui rêvent sans doute de l'avènement d'un paysage audiovisuel entièrement dévolu au privé.

La direction de France télévisions ne peut rester silencieuse devant cette véritable agression contre les salariés de l'entreprise. Elle doit rétablir les faits et défendre les salariés des régions et des Outremer qui servent de cibles à ce très mauvais papier.

La CGT réaffirme son combat pour un service public fort. Elle dénonce une campagne de dénigrement et de désinformation qui ignore à dessein les difficultés que subissent les salariés de FTV.

Paris, le 3 novembre 2014

(*) *Système de financement de la production privée par le service public*